

quelques sous de plus pour leur blé sur le marché anglais, pourvu que, dans l'intervalle, on eût trouvé le moyen de faire monter le prix du blé récolté ailleurs.

Car, monsieur l'Orateur,—et c'est un des motifs pour lesquels je suis resté et deviens de plus en plus un profond admirateur de la nation anglaise,—malgré les méfaits de la politique de son gouvernement que j'ai dénoncés, le peuple anglais, tout en ayant égard à la situation universelle et étant prêt à négocier équitablement avec les autres nations, y compris ses associés dans l'empire, songe à lui-même d'abord et par-dessus tout et se place en bonne posture pour conclure un marché. Que signifient ces propos sur le marchandage, cette assertion qu'il ne faut pas marchander? Balivernes! Quel est le grand juriste anglais ou français qui a dit que, somme toute, toute question de droit,—de droit en général, remarquez-le bien,—la chose suprême dans le gouvernement des pays et le maintien de l'ordre parmi les hommes et les peuples,—que toute question de droit est susceptible de se ramener au texte de la loi des contrats convenablement comprise et interprétée? De même, toute question diplomatique, tout sujet de litige entre les gouvernements et entre les nations, se prête nécessairement à un marchandage. La seule question qui se pose est celle-ci: allez-vous négocier équitablement, honnêtement et en hommes d'Etat, ou bien comme des ladres? Napoléon a traité un jour les Anglais de peuple de boutiquiers, mais comme l'a dit plus tard lord Rosebery, son grand admirateur, les Anglais ont eu grand tort de se formaliser autant de ce qualificatif. Qu'est-ce qui a fait leur grandeur? Ce n'est pas leurs soldats, ce n'est pas leurs marins, ce n'est pas même leurs hommes d'Etat, mais leurs boutiquiers, leurs marchands et leurs industriels, car, tout en soignant leurs intérêts collectifs ou particuliers, ils n'ont jamais oublié leur devoir envers leur peuple et leur pays. Le Canada, l'Australie et les autres parties de l'empire britannique seront en mesure de traiter avec la Grande-Bretagne sur un pied d'égalité,—pas au point de vue juridique, ce n'est rien,—mais au point de vue moral, social et économique, de conclure un marché équitable, honnête et convenable avec la nation anglaise, quand ils auront appris d'abord à prendre position sur leur propre terrain, à comprendre leurs véritables intérêts et puis à échanger leurs vues avec le gouvernement anglais. Tant que nous continuerons,—j'allais dire à agiter le drapeau britannique, mais ce n'est pas l'expression propre,—tant qu'un parti continuera à se servir du drapeau en guise de couverture pour empêcher le peuple de voir ce qu'il recouvre, et que l'autre

[M. Bourassa.]

parti en fera un mouchoir pour se moucher chaque fois qu'il sera enrhumé, tant que nous ferons ce sot usage du drapeau britannique au lieu d'appliquer à notre usage ce qu'il y a de meilleur dans les traditions britanniques, nous ne serons pas en mesure de conclure un marché équitable avec le gouvernement anglais, non plus qu'avec aucun autre gouvernement ou aucun autre pays.

A mon avis, et je l'affirme après mûre réflexion, le premier ministre a pris l'attitude qu'il convenait à l'ouverture de la conférence. Mais qu'est-il arrivé? Le premier ministre a oublié certaines choses comme mon très honorable ami en a oublié quelques autres. Le premier ministre affirme à très juste titre qu'il a suivi l'exemple, donné par sir Wilfrid Laurier en 1902, mais jusqu'ici il n'a pas suivi l'exemple de sir John Macdonald en butte à l'accusation portée par ses adversaires libéraux, dans l'un de leurs premiers accès de feint loyalisme, de mettre en danger le lien britannique par l'adoption de sa politique nationale. Il leur répondit: "Ma seule réponse, c'est: tant pis pour le lien britannique. Je n'adopte pas cette politique par hostilité pour les intérêts anglais, je l'adopte pour servir les intérêts canadiens. J'espère que le peuple anglais trouvera le moyen de s'y adapter; quoi qu'il en soit, c'est ma politique." Le très honorable chef de l'opposition a lu très à propos un extrait d'une lettre d'un autre Canadien énergique, sir Alexander Galt, sur le droit du Canada d'exercer son autonomie dans l'ordre douanier. Il aurait pu donner aussi lecture de la correspondance échangée entre le gouvernement de Sandfield Macdonald et le même duc de Newcastle, et dont il ressort que le Canada entendait garder ses fils sur son propre territoire et non les mettre à la disposition d'un gouvernement à Londres, pour la défense des intérêts anglais. Les deux partis peuvent tirer des leçons précieuses de ces vieilles archives. Les accessoires de la politique nationale de 1878 étaient peut-être mauvais et la supposition que la protection constituait une panacée était peut-être erronée. Je ne le croyais pas, il y a nombre d'années, quand j'ai été élu. Chose étrange à dire, j'ai été élu comme libéral-protectionniste. Je ne pouvais me résoudre à prêcher le libre-change dans mon comté, et à voter en protectionniste à la Chambre. Après avoir obtenu un mandat des électeurs, je n'ai pu en arriver à exposer un aspect de la situation au peuple et un autre à la Chambre.

Une VOIX: Alors, vous ne pouvez pas faire un bon libéral.

M. BOURASSA: Je ne ferais pas non plus un bon tory. En réalité, je ne pense pas qu'il soit possible d'être un bon tory.